

la lettre eau

Juin 2009 - n°47

Sommaire

Actualité

Pour une nouvelle politique de l'eau
en Adour-Garonne
p. 3

Dossier

Relance de l'hydroélectricité :
que restera-t-il de l'écologie ?
p. 6

SAGE et représentation associative :
le parcours du combattant !
p. 8

DCE : la révolution biologique
et le « très bon état »
p. 12

Point de vue

Eau potable en Vendée : deux options,
mais à quand les économies ?
p. 16

Fédération française des
Associations de Protection
de la Nature et de
l'Environnement, fondée
en 1968, reconnue d'utilité
publique en 1976.



«France Nature Environnement rassemble plus de 3000 associations nationales, régionales et locales réparties sur l'ensemble du territoire. Présente dans de nombreuses institutions de concertation, la fédération nationale place la protection de la nature, de l'environnement et de notre santé au cœur des décisions publiques afin que les décideurs politiques n'ignorent plus les préoccupations des citoyens».

La politique de l'eau requiert une attention constante de la part des citoyens, afin de veiller à une eau de bonne qualité, respectueuse de la santé humaine, ainsi qu'à la biodiversité des milieux naturels aquatiques. Les pages du site de FNE dédiées à l'eau ont cette vocation de vous transmettre l'essentiel de l'information sur l'eau en France, tout comme une analyse des politiques dans ce domaine. Venez visiter les pages eau : <http://www.fne.asso.fr>

Devenez un «don'acteur» Faites un don pour que l'eau reste vive !

Les dons des particuliers sont déductibles du revenu imposable. Un reçu fiscal sera adressé à tous les donateurs.

Vous pouvez soutenir les actions du Réseau eau de France Nature Environnement en nous faisant parvenir vos dons aux coordonnées suivantes :

**Pôle ressources en eau et milieux
naturels aquatiques
de France Nature Environnement**
6 rue Dupanloup - 45000 Orléans
☎ 02 38 62 55 90 - 📠 02 38 62 55 91
e.mail : eau@fne.asso.fr
site web : www.fne.asso.fr

Directeur de la publication : Sébastien Genest
Rédacteur en Chef : Bernard Rousseau, responsable
des politiques Eau de France Nature Environnement
Comité de rédaction : Estelle Le Guern, Romain
Suaudeau et Raphaël Chaussis
Mise en page : Charlotte Laffolay - Sologne Nature
Environnement
Impression : Imprimerie Nouvelle
Routage : Dautry
Photo de couverture : Vallée de Chaudefour (63) -
Morgan CHARTIER



La Lettre eau est éditée par un imprimeur
labellisé Imprim'Vert. Cela signifie qu'il respecte
3 objectifs :

- la bonne gestion des déchets dangereux
- la sécurisation des stockages de produits dangereux
- l'exclusion des produits toxiques des ateliers.

Par ailleurs, la Lettre eau est imprimée sur du
papier recyclé.

La reproduction de textes tirés de la lettre eau est
autorisée sous réserve d'en citer la source datée.

édito

Pour une eau vivante : il faut instaurer des règles de surcompensation !



Les Comités de bassin participent à la stratégie d'action des Agences de l'eau, établissement publics de l'Etat dont les actions orientent fortement les politiques de l'eau. Ils sont formés par la réunion de trois collèges : les élus, les usagers et les représentants de l'Etat. Etrangement, les usagers sont surtout représentés par des acteurs économiques, dont la place est écrasante depuis la dernière réforme de l'année dernière(1). Les associations y sont très minoritaires, tant et si bien qu'elles n'ont donc que rarement gain de cause, ce que l'on peut très souvent constater dans le résultat des votes.

En imposant la révision tous les 6 ans des SDAGE(2) aux états européens(3), la Directive Cadre sur l'Eau (DCE)(4) a contraint ceux que l'on considère comme les acteurs légitimes de l'eau à dévoiler leurs revendications, et pour certains, leurs exigences. Se déroulant sur plusieurs années, associant le public et les pouvoirs publics locaux, le processus initié par la DCE a permis de délimiter les fortes oppositions entre acteurs, tout en démasquant, sous le vernis des déclarations de bonnes intentions, les postures souvent guidées par la défense d'intérêts catégoriels.

La première réaction concerne le SDAGE lui-même, dont l'objet est de préciser à l'échelle d'un grand bassin hydrographique et en fonction de leurs caractéristiques particulières... le principe légal de gestion équilibrée et durable de la ressource en eau établi au niveau national. Les environnementalistes souhaitent que ce document de planification, au travers des dispositions qu'il pourra prendre, oriente de manière contraignante cette gestion... A défaut, pourquoi faire un SDAGE?

A contrario, ceux qui militent avec de bonnes raisons économiques à court terme pour un SDAGE sans efficience, vont mobiliser en permanence et à toute occasion cette notion : un SDAGE ne peut pas créer de droit, car l'élaboration du droit serait exclusivement de la responsabilité des élus nationaux. Comme si dans notre société moderne et complexe, seul le niveau national pouvait déterminer les règles de droit nécessaires à la résolution de problèmes géographiques particuliers ! Certes, il est difficile pour des non juristes, et même pour des spécialistes, d'analyser en quoi une disposition particulière d'un SDAGE génère du droit, ce qui n'empêche pas ceux qui s'opposent au renforcement des contraintes d'agiter cet épouvantail, toujours efficace au moment du vote, ce qu'ils ne manqueront pas de faire en Loire-Bretagne à propos de la protection des zones humides par exemple.

Dans tous les pays du monde, la protection des zones humides est un défi difficile à surmonter. Pourtant, ces zones jouent un rôle capital en assurant la robustesse biologique du cycle de l'eau. Ce sont des éponges qui stockent naturellement les eaux ; de ce fait, elles participent au soutien des étiages des fleuves en épurant l'eau qu'elles restituent lentement ; et de plus ce sont des lieux d'une grande richesse faunistique et floristique qui génèrent des bénéfices écologiques et économiques importants qui ne sont jamais intégrés au PIB.

A l'inverse, leur destruction l'alimente, ce PIB, et ceci d'autant plus que leur assèchement est un sport national que de nombreux acteurs entendent bien continuer à pratiquer. Ils ont tous de bonnes raisons. Les uns disent qu'il faut protéger les grandes zones comme la Brenne, mais que les petites doivent pouvoir être drainées pour pouvoir planter du maïs, par exemple. Comme si toutes ces petites zones humides n'alimentaient pas puissamment le cycle de l'eau ! Mais le point de vue de ces mêmes acteurs perd toute crédibilité quand on constate qu'ils ne sont pas gênés pour mettre à sec le Marais Poitevin, autre zone humide exceptionnelle... de renommée mondiale et qu'ils n'hésitent pas, pour y puiser encore plus, à mobiliser des hydrogéologues... de réputation mondiale qui viennent s'y fourvoyer !

Pour enrayer la destruction des zones humides, le SDAGE Loire-Bretagne a retenu pour l'instant une règle de surcompensation : pour « **un projet qui conduit à la disparition d'une surface de zones humides, les mesures compensatoires doivent prévoir dans le même bassin versant, la création ou la restauration de zones humides équivalentes [...]** et ce à la hauteur de 200% de la surface perdue ». On sait que la création d'une zone humide est une opération de très longue haleine, de plusieurs siècles, voire plusieurs milliers d'années pour les tourbières. Dans ces conditions, si la compensation est un leurre, la surcompensation à 200% ou plus apparaît le seul gage d'une gestion équilibrée et durable de long terme ; sans compter qu'en compliquant considérablement l'action des destructeurs, elle devient un outil efficace de dissuasion et donc de prévention, au service de la conservation des zones humides.

Mais ceux qui refusent la contrainte, et qui acceptent que le patrimoine naturel de zones humides disparaisse, ne l'entendent pas de cette oreille : ils vont «au nom du droit» revendiquer que dans le SDAGE Loire-Bretagne, les règles de surcompensation soient supprimées. Que fait donc Monsieur Borloo pour remédier à cette situation ? Va-t-il, comme le laisse entrevoir Laurence Caramel dans l'édition du Monde du 16 mai dernier, nous inventer un Grenelle de plus ?!

Bernard ROUSSEAU
Ancien Président de France Nature Environnement
Responsable des politiques Eau

(1) Voir la Lettre Eau n°42 p.12 : «Des remaniements dans les Comités de bassin... de mal en pis pour les APNE?».

(2) SDAGE : Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux, correspondant aux «plans de gestion» exigés par la DCE. Ils sont au nombre de 6 en France métropolitaine : Adour-Garonne, Artois-Picardie, Loire-Bretagne, Seine-Normandie, Rhin-Meuse, Rhône-Méditerranée et Corse. (3) La révision des SDAGE est confiée en France aux Comités de bassin. Actuellement en cours, elle se termine fin 2009 pour la prochaine version 2010-2015. (4) Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau.

Pour une nouvelle politique de l'eau en Adour-Garonne

La révision du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Adour-Garonne (SDAGE AG), initiée en 2004 pour mettre en œuvre la Directive Cadre sur l'Eau (DCE), arrive à son terme. Après la consultation du public, ce sont les organes institutionnels qui se sont exprimés jusqu'à fin mai 2009, avant approbation finale à la fin de l'année. Depuis février, CAP'Eau, le Collectif Associatif Pour la gestion de l'Eau en Adour-Garonne, regroupant associations de protection de l'environnement et de la nature (APNE), d'agriculteurs et de consommateurs du bassin, met à disposition des organismes institutionnels un kit pratique de 13 fiches outils sur l'eau. L'objectif : dénoncer le manque d'ambition du SDAGE AG. CAP'Eau souhaite montrer qu'une nouvelle politique de l'eau est indispensable pour atteindre les obligations de résultat de la DCE. Retour sur les faiblesses des projets de SDAGE et de programme de mesures (PDM), sur la genèse de CAP'Eau Adour-Garonne et sur les solutions proposées par ce collectif.

UNE SITUATION ALARMANTE SUR LE BASSIN ADOUR-GARONNE

La situation du bassin en matière de préservation et de reconquête de la qualité des eaux et des milieux aquatiques est alarmante, et n'a rien à envier à celle de la Bretagne ou de la Beauce en région Centre. L'état des lieux réalisé dans le cadre de la révision du SDAGE, en 2004 et mis à jour depuis, a permis de révéler de nombreuses perturbations structurelles de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques⁽¹⁾ :

- ✓ L'obligation de continuité écologique est un des objectifs de la DCE. Cependant, il est loin d'être respecté en AG⁽²⁾ : non respect des débits réservés, obstacles à la libre circulation des espèces et des sédiments...
- ✓ De nombreux petits barrages ont été construits sur le bassin, mais n'ont plus aucun usage économique aujourd'hui. Ainsi, seulement 9% d'entre eux produisent à eux seuls 80% de l'énergie hydroélectrique du bassin !
- ✓ Les milieux naturels aquatiques sont fortement dégradés par les extractions de graviers, les recalibrages, les constructions de seuils, les endiguements et enrochements, les barrages, le drainage, le défrichement, l'urbanisation galopante... qui sont encore pratiqués aujourd'hui. Sur les 20 000 km de rivières évalués, 37% font l'objet de très fortes pressions liées à ces tares qui détruisent les milieux naturels.
- ✓ Les eaux souterraines et les rivières sont durablement polluées par les pesticides et les nitrates, entraînant l'abandon progressif de captages d'eau potable dans les eaux souterraines. 70% des masses d'eau superficielles et 38% des masses d'eau souterraines sont dégradées par les activités agricoles.
- ✓ Les collectivités et le contribuable assument le financement des barrages et des retenues, ce qui pérennise des systèmes agronomiques intensifs, sources de pollutions diffuses avérées. Ces pollutions contamineront des eaux qui devront bien sûr être traitées avec le financement de ces mêmes contributeurs, une fois de plus !
- ✓ Les consommations d'eau ne sont pas maîtrisées en période d'étiage : plus de la moitié du bassin est classée en ZRE⁽³⁾, tandis que la consommation agricole a été multipliée par 10 ces trente dernières années. En 25 ans, les volumes stockés artificiellement ont été multipliés par 6, pour la même pénurie d'eau en été !
- ✓ La mise en œuvre de la Directive Eaux Résiduaires Urbaines, justifiant l'équipement en stations d'épuration, a pris un retard considérable par rapport au calendrier communautaire.
- ✓ Aucun progrès significatif n'a été fait dans le traitement des pollutions liées aux substances toxiques.
- ✓ Les eaux côtières, véritables réceptacles des pollutions émises sur le bassin (pesticides, germes pathogènes, nitrates, métaux lourds, rejets telluriques, macrodéchets...) et sur le littoral ne cessent de se dégrader (érosion, artificialisation), menaçant ainsi certaines activités économiques (conchyliculture, tourisme...).

- ✓ La politique de l'eau est soumise à la pression des lobbies économiques les plus influents du bassin, au détriment de l'intérêt général.



Le débit réservé du Vicdessos (09) après révision du droit d'eau. © Henri Delrieu

LE SDAGE ET LE PDM : VERS UN PROLONGEMENT DES POLITIQUES ACTUELLES

Le projet de SDAGE 2010-2015 fixe les orientations générales de la gestion de l'eau à l'échelle du bassin, et le projet de Programme de Mesures (PDM) apporte des mesures localisées et chiffrées pour atteindre des objectifs précis. Ces deux documents stratégiques pour la gestion de l'eau et des milieux aquatiques ont été soumis à la consultation des différentes assemblées⁽⁴⁾ jusqu'en mai 2009⁽⁵⁾. Derrière les concepts affichés de gouvernance, de solidarité entre usagers et d'atteinte du « bon état écologique » des eaux, se cache une réalité bien plus sombre. Malgré les obligations de résultat imposées par l'Union Européenne, aucun changement radical de pratiques n'est proposé, et la situation évoquée ci-dessus risque de perdurer.

Ces documents d'orientation sont d'une extrême faiblesse, se contentant sauf exceptions de rappeler en termes généraux les obligations juridiques préexistantes (et d'ailleurs largement méconnues sur le terrain). Le SDAGE AG se caractérise par une absence de dispositions techniques contraignantes, pourtant largement accessibles lorsqu'on le compare aux SDAGE voisins⁽⁶⁾. Alors que le bassin AG est confronté aux plus lourds problèmes de gestion quantitative et qualitative de métropole, le contenu du SDAGE, qui a vocation à s'y appliquer, est paradoxalement le moins ambitieux et le plus imprécis. Dans ce contexte, l'actualisation du SDAGE tient davantage de la continuation des politiques en cours depuis plusieurs décennies, largement inefficaces dans de nombreux domaines, que d'une progression effective de leur contenu opérationnel.

(1) Source chiffrée : Secrétariat Technique de Bassin. Documents d'accompagnement. SDAGE Adour-Garonne 2010-2015. Projet version définitive 2007. (2) AG : Adour-Garonne. (3) ZRE : Zones de Répartition des Eaux, où la quantité d'eau est insuffisante pour assurer les usages en place et la protection des milieux aquatiques. Des dispositions réglementaires y sont mises en place obligatoirement : gestion volumétrique, débits à respecter... (4) Assemblées consultées : chambres consulaires (de commerce et d'industrie, d'arts et métiers, d'agriculture), Conseils Généraux et Régionaux, Etablissements Publics Territoriaux de Bassin (EPTB), Commissions Locales de l'Eau (CLE), Conseil Economiques et Sociaux Régionaux (CESR). (5) Voir la Lettre Eau n°46, p.3 : « Consultations 2008-2009, un virage à ne pas manquer ? ».

Pour une nouvelle politique de l'eau en Adour-Garonne

Les réponses données par le SDAGE et le PDM en fonction des principaux enjeux du bassin AG l'attestent...

> La réduction des pollutions diffuses est une priorité, mais les mesures proposées ne sont pas dissuasives et ne remettent pas en cause les pratiques agronomiques intensives :

Les nitrates

- Améliorer l'utilisation des matériels d'épandage.
- Mettre en conformité les exploitations d'élevage (bâtiments, stockage des effluents et des produits chimiques).
- Améliorer les pratiques de fertilisation (directive Nitrates, programmes de type Ferti-Mieux, MAET(7)).
- Protéger les ressources en eau potable actuelles et futures (définition des périmètres de protection).

Les pesticides

- Améliorer les équipements et les pratiques en matière d'utilisation de produits phytosanitaires.
- Organiser des filières pérennes de récupération des produits phytosanitaires.
- Sensibiliser les distributeurs de produits phytosanitaires aux impacts sur les milieux naturels.
- Aménager l'espace pour limiter l'érosion (haies, bandes enherbées, CIPAN(8)).

On ne peut pas espérer que de telles mesures soient réellement efficaces. Le SDAGE AG ne fait que rappeler la réglementation existante, qui peine déjà à être appliquée et qui est très largement insuffisante(9). Et le SDAGE AG de développer des mesures qui sont rarement contractées par les agriculteurs et souvent inefficaces (MAET, bonnes pratiques, Ferti-Mieux).

Pourtant, certains SDAGE préconisent, certes de manière limitée, des systèmes agronomiques qui préservent efficacement les ressources en eau contre les nitrates et les pesticides et qui limitent l'érosion (Artois-Picardie, Seine-Normandie)... Systèmes qui sont totalement ignorés par le projet de SDAGE AG : rien sur les rotations longues et diversifiées, les pratiques culturales économes en intrants, le développement des surfaces en herbe, le désherbage mécanique, l'accompagnement et la formation technique à l'agriculture biologique (ce terme est d'ailleurs boycotté dans



Les buffer zones, bandes enherbées de 60 m. aux USA ou en Irlande, permettent de filtrer les produits chimiques issus de l'agriculture intensive.
© Photo courtesy of USDA NRCS

le projet de SDAGE et de PDM... tout un symbole !).

Pour ce qui est de la maîtrise d'ouvrage, les chambres consulaires semblent être les interlocuteurs privilégiés de l'Agence de l'eau, mais quid des autres réseaux comme l'ARDEAR, le GRAB ou le CIVAM(10) ?

> Les volets du SDAGE AG traitant de la morphologie et de la fonctionnalité des milieux aquatiques sont plus complets que le volet réduction des pollutions diffuses. Néanmoins, ces mesures sont loin de pouvoir répondre à l'ampleur du problème :

- Déterminer les espaces de mobilité de certains cours d'eau.
- Réaliser des études visant à traiter la problématique « seuils ».
- Traiter des problématiques « migrations piscicoles » et « transport solide » par aménagement ou effacement des barrages.
- Mener des travaux d'entretien et de restauration (curage des canaux...).
- Mettre en oeuvre l'interdiction de l'extraction en lit mineur afin de garantir le transport solide des cours d'eau.

Les mesures proposées doivent dépasser le stade des études. De nombreux projets de restauration de la continuité écologique, de protection des zones humides existent à travers la France : réouverture du droit d'eau, arasement du barrage de Maisons Rouges sur la Vienne... A l'Agence de suivre l'exemple et de mettre en oeuvre des programmes d'actions ambitieux en AG.

> Au niveau de la gestion quantitative, peu d'avancées par rapport au SDAGE de 1996 !

Alors qu'il s'agit là d'une question cruciale sur ce bassin méridional, la fuite en avant que constitue la création de nouvelles réserves en eau reste une priorité en AG pour 2010-2015 :

- Augmenter la ressource en eau disponible à l'étiage sur les bassins déficitaires par la construction de retenues supplémentaires.
- Adapter les prélèvements aux ressources disponibles.
- Diminuer les prélèvements d'eau (économie, réutilisation des eaux pluviales ou d'eau de STEP(11)).
- Diminuer les prélèvements pour l'irrigation (amélioration des techniques d'irrigation...).

Comment peut-on justifier qu'aucune réflexion ne soit menée dans le SDAGE AG pour proposer des alternatives au maïs irrigué, gros consommateur d'eau dans un bassin structurellement déficitaire en eau, classé en majeure partie en ZRE ? Ces mesures traduisent bien les blocages et la main mise de la profession agricole au sein du Comité de bassin.

LA RIPOSTE DE CAP'EAU ADOUR-GARONNE : DES PROPOSITIONS CONCRÈTES

Le constat est amer pour les associations de protection de l'environnement, de consommateurs et d'agriculteurs qui travaillent quotidiennement à la préservation de la qualité des eaux et des milieux aquatiques, et à qui on donne au mieux une illusion participative, alors qu'elles se trouvent de fait exclues des prises de décision.

Au vu des dispositions inscrites dans le SDAGE et le PDM en AG, on sait d'ores et déjà que le bon état des eaux risque fort de ne pas être atteint en 2015, alors que cet objectif ne concerne pourtant que 60% des masses d'eau superficielles du bassin, le reste étant reporté à 2021 et 2027 !

(6) Voir la Lettre Eau n°42, p.3 : « Analyse comparative des projets de SDAGE métropolitains ». (7) MAET : Mesures Agro-Environnementales Territorialisées. (8) CIPAN : Culture Intermédiaire Piège à Nitrates. (9) Directive Nitrates, Arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits phytosanitaires, Plan National Santé Environnement, Plan Ecophyto, REACH... (10) ARDEAR : Association Régionale de Développement de l'Emploi Agricole et Rural ; GRAB : Groupe de Recherche en Agriculture Biologique ; CIVAM : Centre d'Initiative pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural. (11) STEP : Station d'épuration.

Pour une nouvelle politique de l'eau en Adour-Garonne

En réaction, ces associations ont créé, en juillet 2008, CAP'Eau Adour-Garonne afin de définir une nouvelle politique de l'eau sur le bassin et proposer un kit pratique sur l'eau(12). Ce document a été distribué à l'ensemble des acteurs institutionnels de la politique de l'eau à l'échelle du bassin (conseils régionaux, et généraux, CESR, commissions locales de l'eau...)(13), aux médias et aux membres du Comité de bassin.



Champ de Sorgho au Pays Basque (64). © Euskal Herroko Laborantza Ganbara

Voici quelques solutions proposées par CAP'Eau Adour-Garonne :

> En matière de réduction des pollutions diffuses, dans les zones sensibles, zones vulnérables et périmètres de protection de captage :

- Soutenir techniquement, financièrement et politiquement le développement de l'agriculture biologique et à bas niveaux d'intrants.
- Préserver et réimplanter des infrastructures agro-écologiques (IAE)(14).
- Favoriser les rencontres et les échanges entre les agriculteurs conventionnels et biologiques.

> Afin de remédier à l'altération des cours d'eau et des milieux aquatiques :

- Mettre en place un moratoire sur le développement de l'hydroélectricité, tant que la liste des réservoirs biologiques(15) et des cours d'eau réservés n'est pas arrêtée.
- Rétablir des débits réservés compatibles avec le potentiel écologique de référence des cours d'eau, avec obligation de maintenir un débit réservé égal, à minima, au 1/10^{ème} du module.
- Assurer le démantèlement des ouvrages sans usage économique significatif ou présentant un fort déséquilibre écologie/économie.
- Assurer le rachat et le gel par l'administration du foncier et des droits d'eau non utilisés (susceptibles de le devenir : moulins, papeteries...).
- Assurer le rétablissement des crues morphogènes par une gestion adaptée des retenues existantes.
- Protéger intégralement, par réglementation ou acquisition, les zones humides et mettre en œuvre un programme ambitieux de suivi et de restauration.
- Susciter et diversifier la maîtrise d'ouvrage en matière d'entretien, de préservation et de restauration des zones humides, qui doit être ouverte aux APNE, et pas seulement réservées aux collectivités et aux associations agréées de pêche.

> Au niveau de la gestion quantitative, la priorité aux économies(16) :

- Réduire fortement les surfaces en maïs irrigué et implanter des cultures moins gourmandes en eau (prairie, sorgho, protéagineux), notamment en ZRE.
- Adapter les cultures aux ressources naturellement disponibles, en respectant les priorités d'usage et les besoins des milieux naturels, et aider financièrement à la reconversion en culture sèche.
- Favoriser les économies d'eau et une gestion économe des eaux de bonne qualité :
 - en réservant les ressources en eau des nappes profondes à la seule production d'eau potable ;
 - en réservant prioritairement l'eau rendue potable par des traitements onéreux à la consommation humaine et en recherchant des ressources de substitution pour les autres usages (recyclage des eaux usées) ;
 - en conditionnant les aides de l'Agence de l'eau aux collectivités, à la réalisation d'un diagnostic de leur réseau avec engagement de réparer les fuites, et à la mise en place de mesures d'économies d'eau. Idem pour les secteurs agricole et industriel.
- Réhabiliter des zones humides fonctionnelles.

Sur un bassin déjà sur-aménagé, la construction de nouvelles réserves doit être exceptionnelle, dûment justifiée, se faire en dernier recours, et comporter une obligation de réduction des volumes prélevés.

> D'autres enjeux doivent être considérés et traités comme des priorités :

La préservation du littoral ; la promotion de l'assainissement écologique ; la réduction de l'enneigement artificiel ; la résorption des pollutions industrielles ; l'encadrement de la tarification de l'eau selon les usages...

A l'heure actuelle, la politique de l'eau privilégie le curatif pour répondre aux normes sanitaires en vigueur. Il faut désormais sortir de cette situation, et adopter une démarche ambitieuse de prévention. Les associations exigent des bilans annuels d'application du SDAGE et du PDM, et une réorientation courageuse en conséquence des dispositions aujourd'hui projetées. Certaines politiques publiques (agriculture, énergie, transport, urbanisme, industrie) ne doivent pas s'imposer à la politique de l'eau, mais au contraire s'y conformer. Seule une volonté politique pour le développement, dans tous les secteurs, de systèmes peu polluants et économes en eau, peut laisser une chance aux milieux aquatiques du bassin de retrouver un jour un bon état écologique. Agriculteurs, consommateurs, protecteurs de la nature, doivent tous rester unis autour d'un projet commun sur le long terme : non seulement pour la nature, mais également pour la santé publique.

Sylvain ROUMEAU

Pour CAP'Eau Adour-Garonne,

UMINATE, Chargé de mission eau auprès des APNE du bassin Adour-Garonne

Le kit élaboré par CAP'Eau est consultable :

- sur le site Eau de FNE : <http://eau.fne.asso.fr> (rubrique «Révision des SDAGE», sous-rubrique «Dans les bassins»)
- sur le site de UMINATE : <http://www.uminat.asso.fr/Pour-une-nouvelle-politique-de-l.html>



(12) Kit consultable sur le site DCE de FNE : <http://eau.fne.asso.fr/fr/revision-des-sdage/dans-les-bassins.html> (13) Liste des institutionnels consultés : www.eau-adour-garonne.fr/page.asp?page=2928 (14) IAE : zones de régulation écologique présentes sur les exploitations agricoles et correspondant à des surfaces non traitées, non labourées et non fertilisées depuis 5 ans, telles que haies, bosquets, prairies naturelles, vergers de haute tige, milieux peu ou pas anthropisés... (15) Liste des réservoirs biologiques prévue par l'article L. 214-17 du code de l'environnement. (16) Voir la Lettre Eau n°42, p.3 : « Analyse comparative des projets de SDAGE métropolitains ».

Relance de l'hydroélectricité : Que restera-t-il de l'écologie ?

Depuis plusieurs dizaines d'années, les « hydroélectriciens » rêvent d'équiper complètement les cours d'eau de France et d'ailleurs. Disposant de relais dans la sphère publique et soutenus par certains élus, leur utilisation habile de la menace climatique pourrait leur permettre d'assouvir leur rêve... même si, face à la nécessité d'un changement profond de nos modes de consommation, leur projet apparaît comme le dernier avatar dérisoire d'une croissance condamnée. Car, si beaucoup ont une idée précise sur les aménagements à réaliser, bien peu se préoccupent de savoir si pareil équipement peut être supporté sans dommage écologique par les écosystèmes aquatiques. Cette estimation de l'impact du « rêve hydroélectrique » sur les cours d'eau reste en effet curieusement à dresser. En traduisant les chiffres abstraits de puissance et de productible⁽¹⁾ supplémentaires avancés par les uns et par les autres, en nombre d'installations qui harnacheraient les eaux courantes, nous apportons une première estimation de cet impact.



Barrage de la Chute du Bréda, micro-centrale d'EDF sur le Bréda (38). © Jacques Pulou

La PPI ou l'instrument des hydrauliciens

Par son article 6, la loi dite de « modernisation et de développement du service public de l'électricité »⁽²⁾ de 2000, a institué la « Programmation Pluriannuelle des Investissements » (PPI) sous forme d'un arrêté pris à chaque législature par le Ministre chargé de l'énergie (aujourd'hui Jean-Louis Borloo). Cet arrêté fixe des objectifs de puissances électrogènes supplémentaires par sources, par filières, voire par zones géographiques. Après deux livraisons en 2001 et 2006⁽³⁾, la troisième PPI est imminente.

Concocté de façon très technocratique à partir des seules hypothèses de croissance de la consommation électrique, cet arrêté était jusqu'à présent la réponse aux groupes de pression qui souhaitent profiter des prébendes publiques (issues de l'obligation d'achat par EDF de l'électricité produite), d'avantages fiscaux, voire des appels d'offre éventuels découlant de cette PPI.

Plan « Borloo » et rapport PPI, même combat ?

Annoncé à Génissiat le 23 juillet 2008, avec une focalisation sur la mise en concurrence des concessions hydroélectriques à échéance, le plan

de relance de l'hydroélectricité de Jean-Louis Borloo promet également un accroissement du parc hydraulique actuel de 2500 MégaWatt « de pointe »⁽⁴⁾ et une augmentation de 7 TéraWatt heure du productible⁽¹⁾... ce qui représente 10% d'augmentation, aussi bien en puissance qu'en productible, du parc actuel.

Quand on compare au tableau paru dans le rapport PPI de 2006⁽⁵⁾ (données de l'UFE⁽⁶⁾ reportées en bleu dans le tableau ci-dessous), on constate bien l'identité des chiffres : 1875 MW en projets nouveaux et 705 MW en améliorations de l'existant conduisent bien au voisinage des 2500 MW annoncés par le Ministre, tandis que le productible dépasserait, selon ce tableau, les 7 TWh annoncés.

Certes, il faut tenir compte des pertes de production liées au relèvement des débits réservés, opérationnel dès le 1^{er} janvier 2014, et des pertes liées aussi au plan anguille. Mais le Ministre s'est donc bien aligné sur les prétentions des hydrauliciens qui transpiraient déjà dans la PPI de 2006.

Remarquons toutefois que sur les 2500 MW de la PPI, seuls 300 MW sont identifiés comme de la production d'ouvrage dédiés uniquement à la « pointe ». Si l'on admet que les autres ouvrages projetés peuvent offrir une puissance garantie à la pointe de 30 à 50% de leur puissance nominale, nous obtenons au total de 800 à 1000 MW de pointe : manquerait donc 1500 MW pour atteindre

les objectifs évoqués par le Ministre (2500 MW de pointe).

Suite à des calculs basés sur des données de l'UFE et sur d'autres estimations, nous avons pu compléter le tableau original du rapport PPI par deux lignes et une colonne supplémentaires :

✓ **Tfepp : Temps de Fonctionnement Equivalent à Pleine Puissance** des installations, correspondant au rapport productible sur puissance maximale. (Avant dernière ligne)

Ce Tfepp est la durée hypothétique⁽⁷⁾ de turbinage à puissance maximale qui générerait une quantité d'électricité égale au productible.

- Pour les turbinages des débits réservés, nous avons pris un Tfepp de 8760 heures soit une année (car le débit réservé est en principe assuré toute l'année), ce qui nous a permis d'estimer une puissance de 45 MW.
- Pour l'amélioration de l'existant, nous avons postulé un Tfepp de 3000 heures, ce qui est inférieur aux installations au fil de l'eau bien dimensionnée (entre 3500 et 4500 heures), mais qui tient ainsi compte du fait que ces améliorations sont vraisemblablement des suréquipements.
- Pour la pico-hydraulique, les chiffres de l'UFE aboutissent à un Tfepp de 1666 heures. On trouve le temps de fonctionnement en divisant le productible par la puissance de l'installation.

	Amélioration de l'existant	Turbinage des débits réservés	Projets neufs				Total hors ouvrages de pointe	Total extra-polé (y compris ouvrages de pointe)
			20 à 50 MW(8)	Petite hydraulique	Pico-hydraulique(9)	Ouvrages de pointe		
Puissance (MW)	666	45	475	500	600	300	1 875	2580
Productible(TWh)	2	0,4	1,9	1,7	1	0,3	7	7,3
Tfepp (heures)	3000	8760	4000	3400	1666	1000		
Estimations du nombre d'installations nouvelles			10 à 25	250 à 500	30.000	< dizaine		

Tableau 1 : Bilan de la PPI en termes d'augmentation de puissance et de productible en France (en bleu : données UFE / en noir : calculs issus des données de l'UFE / en rouge : estimations)

(1) Le productible d'une installation est la production moyenne annuelle de l'installation : Productible = Puissance maximale * temps de fonctionnement. La production d'une installation hydroélectrique varie avec les précipitations. Il y a des années de forte production et des années de faible production, mais en moyenne une installation produit chaque année son productible. Toutes les installations ne fonctionnent pas durant le même temps. Donc à puissance égale, certaines installation peuvent avoir des productibles différents. (2) Loi n° 2000-108 du 10 février 2000, modifiée par la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 d'orientation sur la politique énergétique. (3) PPI du 9 juillet 2006, suite à l'arrêté du 7 juillet 2006 relatif à la programmation pluriannuelle des investissements de production d'électricité. (4) Électricité produite en période de pics de consommation, à partir de l'hydraulique de lacs ou d'éclusées ou de centrales thermiques. (5) « Rapport au Parlement - Programmation pluriannuelle des investissements de production électrique, Période 2005 - 2015 », Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, page 40 : <http://www.industrie.gouv.fr/energie/electric/pdf/ppi2006.pdf> (6) UFE : Union Française de l'Électricité, autrement dit le lobby de l'hydroélectricité. (7) Durée hypothétique car souvent il n'y a pas assez d'eau. (8) Incidemment ce tableau indique que l'UFE va jusqu'à 20MW pour la petite hydraulique ! De quoi augmenter la confusion de nos concitoyens qui assimilent « petite » hydraulique et anciens moulins, alors même qu'une centrale de 1 à 2 MW commence déjà à être significative !

Relance de l'hydroélectricité : Que restera-t-il de l'écologie ?



Le Chastang (19). © Bernard Rousseau

- Pour les ouvrages de pointe, nous avons choisi une durée Tfepp de 1000 heures. Nous aurions pu choisir moins, puisque les équipements ne sont sollicités que pendant les pointes. Cela ne modifierait guère le productible résultant qui resterait supérieur à 7 TWh. La puissance unitaire de ces équipements peut difficilement être inférieure à 20 MW ce qui aboutit à une dizaine d'installation.

✓ **Estimation du nombre d'installations nouvelles** à laquelle cette relance conduirait en fonction des types d'équipements (*dernière ligne*).

✓ **Total des puissances et des productibles obtenus** (*colonne de droite*).

Ce qui ressort du Grenelle...

Sur le chapitre des énergies renouvelables, le Grenelle a abouti au « **Plan de développement des énergies renouvelables à haute qualité environnementale** »⁽¹⁰⁾. Ce texte ne propose pas moins de 3 objectifs différents à l'horizon 2020 pour l'hydroélectricité :

- 0,45 Twh, soit le scénario « de référence »,

soutenu par les associations ;

- 7TWh, rappel probable de la PPI de 2006 ;
- 8,5 à 13,5 TWh, soit le scénario résultant d'une analyse complaisamment qualifiée de « volontariste » émanant sans doute de l'UFE.

Ce même plan de développement indique qu'« un programme de **Stations de Transferts d'Energie par Pompage (STEP)** »⁽¹¹⁾, est rendu pratiquement indispensable, vu le développement des énergies intermittentes : l'éolien, le solaire photovoltaïque, voire l'hydraulique « *au fil de l'eau* » ». Le Ministre signale que « rien qu'en région Rhône-Alpes, les stations de pompage permettraient d'augmenter la puissance électrique de 10 % »⁽¹²⁾. Le rôle des STEP est donc de compléter les projets du tableau 1 pour l'atteinte des 2500 MW de pointe annoncés le 23 juillet dernier... On a retrouvé les 1500 MW de pointe du Ministre !

La dernière PPI prévoyait 2000 MW de STEP, que le Sénat vient d'introduire en première lecture dans la loi Grenelle I⁽¹³⁾. Si l'on suit le rapport Dambrine, cela correspond à un programme de 6 unités, en majorité dans les Alpes. Comme il s'agit de STEP à report saisonnier, un grand réservoir d'altitude est nécessaire, ce qui restreint les sites

possibles, dont une liste limitée au seul bassin de l'Isère est donnée dans le tableau 2. On constate que, si certains projets réutilisent des ouvrages existants, beaucoup sont placés en partie ou en totalité dans des secteurs protégés : sites classés, parc nationaux et autres réserves naturelles !

Ce qui nous attend finalement !

Comme toute politique volontariste de l'énergie dans notre pays, le plan de relance de l'hydraulique se limite au seul volet production. Bien qu'abrité derrière le noble objectif de lutte contre l'effet de serre, les projets envisagés ne se limitent pas aux seuls équipements de pointe, seuls ouvrages hydrauliques 100% efficaces pour éviter l'utilisation de moyens de production émetteurs de gaz à effets de serre. Il est vrai qu'il faut bien satisfaire toutes les composantes du lobby !

À côté de ces curiosités facilement explicables, on peut s'étonner que l'on puisse envisager une augmentation significative du parc sans avoir même évalué son impact sur le milieu naturel, ni même son acceptabilité sociale.

Au final, ce qu'on peut envisager, et craindre tout à la fois :

- Quelques dizaines d'installations de fortes puissances, quelques-unes d'entre elles disposant de réservoirs plus ou moins importants (installations de pointes ou STEP), la plupart en milieu protégé ;
- 200 à 600 micro-centrales de toutes puissances (entre 20 MW et 0,5 MW), soit une augmentation de 50% du parc actuel de micro-centrales !
- Quelques dizaines de milliers de moulins remis en route.

Face à ce déferlement, Jean-Louis Borloo, Ministre de l'écologie, offre un projet de convention très favorable au lobby des usiniers, assorti de quelques mesures lénifiantes, et de quelques promesses vagues, qui ne seront jamais appliquées comme en témoigne plus d'un siècle de règne sans partage de la houille blanche sur nos cours d'eau. On voudrait laisser aux tribunaux le soin de régler le problème de la compatibilité entre un tel programme et la directive cadre sur l'eau que l'on ne s'y prendrait pas autrement !

Jacques PULOU
jacques.pulou@wanadoo.fr

Tableau 2 : Liste, par vallée, des sites de réservoirs sur le bassin de l'Isère, parmi lesquels Jean-Louis Borloo devra choisir pour installer les 10% de puissance supplémentaire annoncés.
(en vert : les sites en Parcs nationaux, sites classés 1930, Habitat 2000,...)

Vanoise	Beaufortin	Haute Maurienne	Romanche	Vénéon	Haut Drac
Le Prariond	La Grande Combe	Ecot	Goléon	Mariande	Mollines-en-Champsaur
Le Saut	Pierre Giret	Les Evettes	Rif Tort	Plan du Lac	Le Motty
Le Clou	Plan de la Laie	Grand Bissorte	Plan de l'Alpe	Lac du Vallon	Grand Sautet
Champagny	Gitte supérieure		Grand Chambon		
La Raie	La grande Combe		Le Grand Près		
Vallon du Saut	Pierre Giret		Lac Fourchu		

Voir également l'article de la Lettre Eau n°43, p.12 :
«Potentiel électrique : sous réserve d'inventaire ou inventaire sous réserve ?».

(9) Note du rapport PPI de 2006 : « Concernant la pico-hydraulique, l'UFE identifie un potentiel de 1 TWh. Il y avait 100.000 moulins au 19^{ème} siècle, parmi lesquels 30.000 seraient équipables (20 kW) ». Avec une puissance totale 600 MW, il suffit de fonctionner seulement 1500 h d'équivalent pleine puissance pour atteindre 1TWh. Ce chiffre, qui peut étonner, tient sans doute compte du fait que les anciens moulins ne devaient fonctionner que lorsqu'il y avait à la fois à moudre et de l'eau dans la rivière. (10) «Grenelle de l'Environnement - Comité opérationnel n°10 - PLAN DE DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES À HAUTE QUALITÉ ENVIRONNEMENTALE» : http://www.legrenelle-environnement.fr/grenelle-environnement/IMG/pdf/rapport_final_comop_10.pdf. Ce texte émane de personnes proches des milieux usiniers de l'hydraulique : un des rapporteurs du Comité, Jean-Louis BAL, est responsable du secteur micro-hydraulique à l'Ademe et un des présidents du Comité est employé par EDF. (11) Station qui produit en période de pointe, à partir de l'hydraulique de lacs ou d'éclusées. (12) La puissance de pointe déjà installée sur le bassin du Rhône en Rhône-Alpes est de plus de 6250 MW, alors que le rapport Dambrine proposait seulement 600 MW de STEP dans le Haut Rhône. (13) Projet de loi, modifié par le Sénat, de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement : <http://www.assemblee-nationale.fr/13/pdf/projets/pl1442.pdf> (article 17-V).

SAGE et représentation associative :

Le parcours du combattant !

Les Schémas d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) reposent sur 2 principes forts : la conduite d'actions dans un territoire cohérent (le bassin versant d'une rivière) et l'implication des acteurs qui vivent dans ce territoire, et qui, représentés dans la Commission Locale de l'Eau (CLE), élaborent le SAGE (état des lieux, diagnostic et scénario d'action). Les associations de protection de l'environnement sont présentes dans les CLE et ont donc un rôle de tout premier ordre à jouer pour veiller à la qualité et à la pertinence des orientations et objectifs fixés. Mais le travail de négociation est rarement de tout repos... Comment la voix des APNE⁽¹⁾ est-elle prise en compte ? Quels sont les blocages et les avancées dans la démarche ? Le contenu des textes est-il satisfaisant ? FNE donne les résultats de son enquête menée en 2008 auprès du mouvement.

Les SAGE : définition et portée juridique

Les SAGE sont de véritables outils de planification concertée et de gestion intégrée de la ressource en eau. Créés par la loi sur l'eau de 1992, ils reposent sur un mode de gouvernance locale, élaboré bien avant l'émergence de la convention d'Aarhus de 1998 ou les échanges entre acteurs du Grenelle de l'environnement de 2007. Il est important de noter que les SAGE n'ont aucun caractère obligatoire, mais qu'ils

naissent d'une volonté politique locale.

Ce sont donc des outils privilégiés pour la gestion de l'eau et l'application de la DCE⁽²⁾. Ils sont par ailleurs l'un des principaux vecteurs d'application concrète des SDAGE⁽³⁾, qui leur confient la responsabilité de nombreux plans d'actions et objectifs.

Le rôle des SAGE a évolué au cours des dix dernières années à travers plusieurs textes :

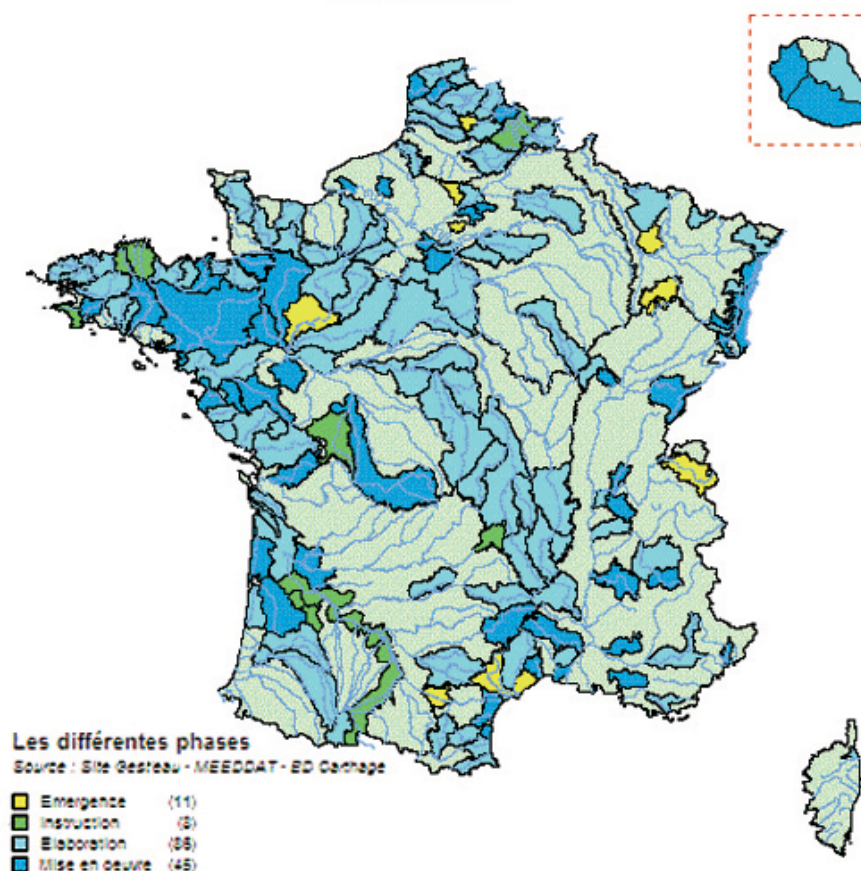
- La DCE d'abord, a évidemment apporté de nombreuses et importantes innovations aux

démarches de planification de l'eau : obligation de résultat, programme de surveillance de l'eau, évaluation de l'efficacité des mesures prises... Ce véritable système de management environnemental appliqué à la politique publique de gestion des eaux a justifié un certain nombre d'adaptations de la planification administrative préexistante, en particulier dans les SAGE ;

- Avec la LEMA⁽⁴⁾ de 2006, puis le décret du 12 août 2007, les SAGE ont vu leur contenu et leur portée juridique évoluer. Parmi les changements notables, citons :

- ✓ La consolidation de la CLE : celle-ci peut s'appuyer sur un établissement public territorial de bassin, une collectivité ou un groupement de collectivités pour la réalisation d'une partie de ses missions. Par ailleurs, la procédure de consultation est renforcée par la mise en place d'une enquête publique avant approbation du SAGE.
- ✓ La création d'un Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD). Il définit les conditions de réalisation des objectifs fixés et évalue les moyens financiers nécessaires à leur mise en œuvre⁽⁵⁾ ;
- ✓ L'institution d'un règlement opposable aux tiers. Grâce à ce nouveau document, qui possède une grande portée juridique, le SAGE

Etat d'avancement des SAGE
au 04/05/2009



Fin janvier 2009, il existait 148 SAGE élaborés ou en cours d'élaboration :

- × 44 mis en œuvre (SAGE élaboré et approuvé) ;
- × 84 en élaboration (périmètre délimité et CLE constituée) ;
- × 7 en instruction (périmètre délimité par arrêté) ;
- × 13 en émergence (initiative locale, constitution du dossier préliminaire).

On constate sur cette carte que le bassin Loire-Bretagne est de loin le mieux couvert.

(1) APNE : Association de Protection de la Nature et de l'Environnement. (2) DCE ou Directive Cadre sur l'Eau : Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau. (3) SDAGE : Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux, correspondant aux «plans de gestion» exigés par la DCE. Ils sont au nombre de 6 en France métropolitaine : Adour-Garonne, Artois-Picardie, Loire-Bretagne, Seine-Normandie, Rhin-Meuse, Rhône-Méditerranée et Corse.

SAGE et représentation associative



Cascade du Ray pic (07). © Romain Suaudeau

prend une autre dimension : il peut en effet définir des priorités d'usage, des interdictions ou obligations, ou des mesures de restauration et de préservation de la qualité de l'eau et des milieux (Voir encadré) ;

- ✓ **L'amélioration du contenu du rapport environnemental** : il doit comprendre les éléments prévus à l'article R.122-20 du Code de l'Environnement, mais aussi une évaluation de l'impact du SAGE sur la production d'électricité d'origine renouvelable, ainsi qu'une étude de la réduction des émissions de gaz à effet de serre.
- Les nouveaux projets de SDAGE (2010-2015) contiennent également de nombreuses orientations et dispositions qui concerneront les SAGE. Le SDAGE, qui est l'élément de cohérence entre les SAGE à l'échelle du bassin hydrographique, renvoie en effet la réalisation de nombreuses actions aux

SAGE. Par conséquent, ces derniers devront non seulement être compatibles avec les objectifs et dispositions du SDAGE et avec le programme de mesures, mais ils devront obligatoirement aller plus loin dans la précision, la contrainte et l'opérationnalité, tout en prenant en compte les contraintes et spécificités locales. A ce titre, certaines dispositions figurant actuellement dans les différents projets de SDAGE constituent une avancée. Leur application à travers les SAGE ne peut donc qu'être positive. Cependant, il n'existe pas de SAGE partout. Et là où il n'y a pas de SAGE, de nombreux problèmes subsistent. C'est pourquoi il est nécessaire que les projets de SDAGE soient plus ambitieux et fixent des règles à respecter et des mesures applicables à l'ensemble du territoire, en zone de SAGE ou pas.

Première enquête de FNE en 2003

Dans le cadre notamment du débat national sur la réforme de la politique de l'eau qui s'est déroulé en 2003, FNE s'est largement investie pour porter au niveau national les positions et propositions des associations locales ayant développé une forte expérience de terrain. Le Réseau Eau de FNE avait donc réalisé une analyse et un bilan de la politique des SAGE. L'objectif de ce travail était double :

- alimenter le débat national et développer les propositions portées par les associations de protection de la nature et de l'environnement ;
- offrir aux associations des outils pour faciliter leur action au sein des CLE, et apporter aux militants associatifs des pistes de compréhension sur leur rôle pour qu'ils puissent s'investir avec efficacité dans la démarche SAGE.

À l'occasion de cette première étude, quelques orientations avaient été émises, comme par exemple la nécessité pour les représentants associatifs d'intégrer le bureau de la CLE

pour réellement peser sur les débats et ainsi militer pour la formation des acteurs, afin que chacun puisse s'appropriier les enjeux, ce qui devrait faciliter les échanges, sur une base de connaissances communes(7).

En effet, bien que les SAGE soient des outils de planification locale intéressants, on constate de manière générale que les acteurs sont bien souvent isolés chacun dans leur rôle : c'est le cas en particulier des animateurs, des associatifs ou encore des services de l'Etat, qui gagneraient pourtant beaucoup à travailler ensemble. Il est donc primordial de concevoir des stratégies et des outils pour construire des synergies de travail entre ces différents acteurs, mais aussi entre associatifs de différents SAGE, afin d'apporter un appui, tant technique ou méthodologique que stratégique. Face à ce constat, une actualisation de l'enquête était nécessaire...



La Vienne. © Romain Suaudeau

Pourquoi une nouvelle enquête en 2008 ?

Cinq ans plus tard, nous avons de nouveau sollicité les associations membres du mouvement pour établir une photographie de leur implication et de la teneur des débats, mesurer les dernières évolutions opérées et évaluer les besoins exprimés par les membres associatifs. Le but étant, à terme, de monter une coordination des membres associatifs de CLE.

Les objectifs du questionnaire étaient donc multiples :

- Actualiser les informations et les confronter avec l'étude menée par FNE en 2003 ;
- Identifier les facteurs de réussite et les points de blocage d'une démarche SAGE ;
- Corréler ces facteurs à la « qualité » des SAGE, c'est-à-dire mettre en évidence un lien de causalité éventuel entre ces facteurs et le contenu final du SAGE ;

La continuité écologique : exemple concret d'amélioration des SAGE

Les nouveautés liées à la nouvelle réglementation des SAGE peut se traduire de la manière suivante :

- × Le PAGD peut établir un inventaire des ouvrages hydrauliques susceptibles de perturber de façon notable les milieux aquatiques et prévoir des actions permettant d'améliorer le transport des sédiments et de réduire l'envasement des cours d'eau et des canaux.
- × De même, son règlement peut indiquer, parmi les ouvrages hydrauliques fonctionnant au fil de l'eau(6), ceux qui sont soumis, sauf raison d'intérêt général, à une obligation d'ouverture régulière de leurs vannages afin d'améliorer le transport naturel des sédiments et d'assurer la continuité écologique.

(4) LEMA : Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006. (5) La portée juridique du PAGD correspond à celle qui préexistait jusqu'alors pour l'ensemble du SAGE : les décisions administratives dans le domaine de l'eau, les documents locaux d'urbanisme et, nouveauté, les schémas départementaux des carrières doivent être compatibles ou rendues compatibles avec lui. (Code Envir., art. L. 212-5-1). (6) Ouvrages qui fonctionnent au rythme du courant, sans stockage ni lâcher d'eau. (7) Pour consulter l'étude de 2003 : <http://www.fne.asso.fr/fr/themes/question.html?View=entry&EntryID=145>

SAGE et représentation associative

- Evaluer la place des APNE dans les CLE.

D'autre part, pour le Réseau eau de FNE, il s'agissait également de :

- Repérer les responsables associatifs siégeant dans les CLE des SAGE et consolider le réseau ;
- Identifier et évaluer les difficultés des membres associatifs de SAGE ;
- Identifier leurs besoins ;
- Débuter un suivi des démarches SAGE et une mise en commun des expériences.

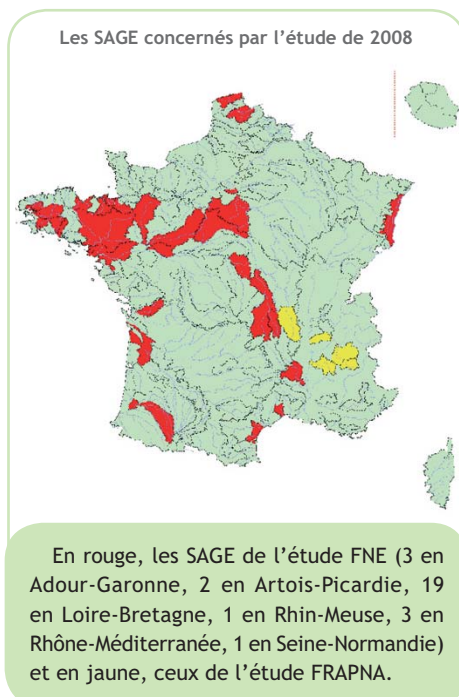
Au final, cette démarche devra permettre de sélectionner quelques SAGE intéressants, selon l'intérêt des problématiques traitées(8), des enjeux identifiés, et des conflits d'intérêts qui y règnent. Et, en lien avec les associations locales impliquées, il s'agira d'analyser plus profondément les SAGE sélectionnés, selon les thèmes suivants :

- blocages et difficultés d'élaboration et de mise en œuvre ;
- adéquation des mesures prises par rapport aux enjeux identifiés ;
- portée des SAGE, plus-value et compatibilité par rapport aux SDAGE ;
- actions concrètes menées sur le terrain par rapport aux orientations fixées...

L'enquête s'est donc déroulée sur la base d'un questionnaire envoyé à l'ensemble des associations du mouvement FNE. Le nombre de répondants est satisfaisant, avec 34 réponses concernant 29 SAGE : il est toutefois à regretter qu'un tiers des réponses proviennent d'une même région (la Bretagne, certes bien couverte en SAGE).

Une démarche similaire a par ailleurs été menée sur la région Rhône-Alpes par la FRAPNA(9). Cette

étude régionale a touché 5 SAGE, sur les 13 que compte la région. Les résultats ont donc pu être intégrés pour partie dans l'étude FNE et ont été utilisés pour venir en appui des conclusions.



Quelques points positifs...

Malgré leur faible représentation, les membres associatifs tiennent leur place et se considèrent bien intégrés dans la vie de la CLE. Ils sont en outre présents dans la plupart des groupes de travail ou commissions, ce qui est primordial puisque c'est là que se construisent les véritables évolutions du SAGE.

L'alliance objective avec les représentants des pêcheurs amateurs et des consommateurs s'opère assez naturellement ; les représentants de l'Etat et les chargés de mission animateurs du SAGE sont souvent à l'écoute de ce groupe d'acteurs. Ceci peut ainsi décupler le poids des revendications associatives

En règle générale, la CLE joue correctement son rôle d'instance de concertation. Si la concertation est bien menée, ce qui n'est pas toujours le cas, la démarche SAGE constitue une avancée qui « mouille et implique » tous les acteurs... Mais cette condition est-elle suffisante pour aboutir à la résolution de l'ensemble des problèmes qui concernent la ressource en eau et les milieux aquatiques ?

... mais toujours les mêmes fausses notes !

L'appropriation et la compréhension des enjeux par les membres de la CLE sont jugées mauvaises par la majorité des membres associatifs. Si l'état des lieux et le diagnostic peuvent apparaître satisfaisants et exhaustifs, les mesures opérationnelles peuvent être parfois inappropriées, et les résultats obtenus, le plus souvent, sont jugés insuffisants : pas d'amélioration significative tangible à constater, trop peu d'actions concrètes découlant des SAGE, manque d'ambition, notamment sur les changements de pratiques agricoles...

L'orientation de la composition de la CLE est souvent dictée par un intérêt économique ou politique, notamment agricole, qui restreint le débat. Enfin, la communication externe est souvent défailante ou lénifiante sans beaucoup de rapport avec le réel.

L'analyse des conflits et de leurs origines a livré un constat flagrant : le monde agricole est le principal vecteur de blocage. Les points d'achoppement sont nombreux (débit objectifs d'étiages, barrages, conservatisme des pratiques agricoles...). Au final, il ressort de cette étude qu'autant le constat - sous-entendu de dégradation générale - est régulièrement partagé par les acteurs, autant la position des élus et/ou les intérêts économiques de certains usagers bloquent parfois toute démarche de reconquête.

On constate donc que l'enjeu premier d'un SAGE - la gestion équilibrée de la ressource en eau et la préservation des milieux aquatiques - est souvent relégué au second plan derrière les multiples intérêts particuliers des acteurs composant la CLE. L'objectif revient alors, pour une majorité des membres, à « préserver » sa capacité de production, son revenu ou son mandat électoral. On ne parvient pas à communiquer suffisamment sur la démarche, en particulier l'état des lieux et le diagnostic pourtant souvent alarmants... mais nul doute que certains s'en trouvent satisfaits. Un refrain déjà entendu, notamment lors de la consultation du public 2008 sur les projets de SDAGE(10)...



Zone humide rétro littorale sur l'île d'Arz (56).
© Raphaël Chaussis

(8) Par exemple, la gestion quantitative, l'hydromorphologie, les nitrates... (9) FRAPNA : Fédération Rhône-Alpes de Protection de la Nature, notre fédération régionale en Rhône-Alpes. (10) Les acteurs économiques ont régulièrement fait part de leur opposition à la démarche de consultation du public, prétextant qu'il « fallait laisser aux spécialistes le soin d'élaborer les politiques de gestion de l'eau » ou encore que « c'était trop cher ». La suite a pu les conforter dans leur position, puisqu'ils furent sévèrement critiqués par le public pour leur atteinte à la qualité des eaux.

SAGE et représentation associative

Des besoins clairement identifiés

Parmi les nombreuses demandes exprimées par le mouvement associatif, on peut citer les points suivants :

- la consultation systématique de la CLE sur les nombreux dossiers comme les captages AEP, les projets de loi sur l'eau, les applications de directives. Car l'impact de ces dossiers sur les travaux des SAGE sont réels !
- la mise en place d'une politique de soutien aux associations, en vue de dégager des moyens humains et financiers pour leur permettre d'avoir accès à des appuis techniques et qu'ainsi, elles puissent mieux formaliser leurs positions.

Pour continuer ce travail, l'amélioration de la place des APNE dans les CLE appelle l'organisation d'une coordination nationale au sein de FNE, au travers de laquelle pourraient se faire la mutualisation des retours d'expérience, ou



Embouchure de ruisseau à Belle-Ile en Mer (56).
© Carole Hérault

encore l'organisation de formations et l'échange d'informations...

Pour conclure, les SAGE ne sont ni des usines à gaz, ni des remèdes miracles et sont « à satisfaction variable ». Ils représentent une démarche locale adaptée pour régler des problèmes ponctuels. Par contre, ils restent impuissants pour changer, par exemple, une politique agricole actuellement dévastatrice pour l'environnement.

Toutefois, on ne peut que se réjouir de voir le rôle des APNE dans les CLE s'affirmer et de voir que leurs revendications sont enfin écoutées et même parfois comprises... à défaut d'être toujours prises en compte. Cependant, cette étude remet une fois de plus en cause la composition même des instances de concertation, en montrant les déséquilibres des négociations résultant de la surreprésentation des intérêts économiques. Il reste des aberrations dans les instances de planification que la concertation ne permet pas de gommer.

Romain SUAUDEAU et Raphaël CHAUSSIS
Chargés de mission, Réseau Eau
France Nature Environnement

FRANCE NATURE
ENVIRONNEMENT

www.fne.asso.fr

Agir,
c'est dans
ma nature

Protection des espèces en danger,
préservation des milieux aquatiques et terrestres,
promotion d'un développement durable et équilibré des territoires...

Depuis plus de 30 ans,
France Nature Environnement
oeuvre sur tout le territoire français
pour la préservation
de notre environnement

Et vous, qu'attendez-vous pour agir ?

Si vous partagez les mêmes idées, vous avez les moyens d'agir et d'aider
France Nature Environnement à réaliser ses missions !
Le Crédit Coopératif met, à votre disposition, deux produits solidaires
pour aider à préserver l'environnement.

Quand banque rime avec solidarité

Fort d'un réseau de près de 70 agences en France, le Crédit Coopératif propose
une alternative aux produits bancaires classiques avec sa large gamme
de produits solidaires.
En association avec des organisations à vocation éthique et humanitaire,
le Crédit Coopératif associe la solidarité avec l'épargne depuis plus de 20 ans.

N'attendons pas qu'il soit trop tard !

Tous les avantages des produits bancaires classiques...
...la solidarité en plus
Venez découvrir les produits solidaires développés
par le Crédit Coopératif
<http://www.banque-solidarites.coop>

Le livret Agir

- Le livret est rémunéré au taux du livret A + 1 %
- La moitié de vos intérêts annuels est reversée à France Nature Environnement
- Votre don vous donne droit à une réduction d'impôt

La carte Agir

- 3 euros sont versés immédiatement à France Nature Environnement par le Crédit Coopératif à la souscription
- 0,06 euros sont versés, par le Crédit Coopératif à chaque utilisation de la carte, en France ou dans le monde

DCE : la révolution biologique et le "très bon état"

Vecteur de transmission des grandes épidémies, l'eau reste encore aujourd'hui dans de nombreux pays, une cause importante de mortalité, notamment infantile. Pour se prémunir contre les épidémies, les pays développés ont accordé une attention particulière au suivi de la qualité bactériologique de l'eau distribuée aux populations. Dans ce contexte, et au fil du temps, pour assurer la défense de la santé publique, de nombreuses analyses bactériologiques et chimiques ont été développées et généralisées, ce qui fait qu'aujourd'hui l'eau potable est l'un des produits « alimentaires » le mieux contrôlé dans les pays riches.

Mais le contrôle de l'eau distribuée ne suffit pas car, avant de la vendre et de la distribuer, il faut lui faire subir des traitements de potabilisation permettant d'éliminer les germes pathogènes et les produits chimiques indésirables. La sophistication des traitements de potabilisation dépend dans une large mesure de l'état de dégradation des eaux brutes utilisées. Celles-ci sont pompées dans les fleuves et dans les nappes d'eau souterraines : réceptacles des pollutions générées par une activité humaine bien peu soucieuse de la protection de son environnement. Dans ces conditions, comment ne pas se préoccuper de la qualité de l'eau brute, celle qui circule ou se stocke dans les milieux naturels ?

Création des agences de l'eau⁽¹⁾ : la lutte pour l'eau pure s'organise

Très vite après la création des agences de l'eau en 1964, s'est posée la question d'une évaluation approfondie de la qualité de l'eau du milieu naturel, dans les cours d'eau, les lacs et les nappes. Au départ, les démarches de caractérisation ont été fortement influencées par la culture scientifique et technique liée à la production d'eau potable, la chimie y tenant une place de plus en plus importante. Ceci était d'autant plus justifié qu'il fallait apprécier les performances des premiers systèmes de traitement des eaux usées industrielles et urbaines, et qu'il fallait non seulement connaître les effets sur le milieu naturel des politiques de gestion de l'eau à venir, mais aussi pouvoir calculer les fameuses redevances des agences de l'eau⁽²⁾.

Pour caractériser l'état de l'eau dans le milieu naturel, on recherchait les divers molécules et éléments chimiques qu'elle pouvait contenir ; on prenait aussi en compte des paramètres physiques comme la température de l'eau, le pH, le taux d'oxygène dissout, etc... Dans un passé récent, en fonction des valeurs de ces indicateurs, on en déduisait la qualité de l'eau des rivières ou des nappes. Les cours d'eau étaient ainsi classés : [1A] pour la très bonne qualité, ensuite [1B], puis [2], [3] et [4], catégories repérées par un code de couleurs. Les rivières dont l'eau était de très bonne qualité étaient peintes de bleu, un peu moins bonne en vert, puis en jaune, suivi de l'orange et enfin du rouge, marqueur pour l'eau de la catastrophe absolue. Cette classification comportant cinq catégories, devait conduire à la

mise en oeuvre d'une politique dite «des objectifs de qualité», où chacun pouvait ambitionner le « bleu » pour sa rivière.

La limite de la politique des objectifs de qualité

Les rivières en bleu ou même vert n'étaient pas si nombreuses, mais un doute sur la fiabilité de la méthode de caractérisation, seulement chimique, a fini par s'insinuer. En effet, dans des rivières classées en bleu, il était constaté que des espèces naguère abondantes, certains poissons ou invertébrés aquatiques, avaient quasiment disparu, ou étaient en forte régression, ce qui était difficilement explicable par les seules mesures chimiques. En fait, les mesures chimiques ne valent qu'au moment où on les fait. En dehors des campagnes de prélèvements des échantillons d'eau, forcément brèves, pendant le reste du temps, forcément long, il peut se produire de nombreux événements catastrophiques qui passeront inaperçus. Si l'on ajoute que les appareils les plus sensibles sont quand même affectés par un seuil de détection, on doit donc envisager que certaines molécules préjudiciables aux juvéniles des espèces les plus sensibles puissent passer inaperçues... D'où la conclusion : les analyses chimiques sont indispensables, mais pas suffisantes pour caractériser correctement l'état du milieu aquatique.

Directive Cadre sur l'Eau : la révolution biologique

En 2000, la Directive Cadre sur l'Eau ou DCE⁽³⁾, impose aux Etats membres, une méthode commune d'évaluation de l'état du milieu

aquatique. Les analyses chimiques de l'eau y tiennent toujours une bonne place et sont même renforcées. Mais en plus, la principale innovation pour caractériser l'état du milieu aquatique consiste à prendre en compte la présence ou l'absence des différentes formes de vie animales et végétales qui devraient y être naturellement présentes⁽⁴⁾. Pour une masse d'eau superficielle, cela conduit à déterminer les peuplements initiaux, à rechercher les espèces présentes, et par comparaison, à commencer à faire un diagnostic. Ces espèces sont les « témoins » de l'état du milieu aquatique, leur présence ou leur absence est un élément important devant guider l'action publique.



Mouche de mai sur la Colagne (48), un témoin de l'état du milieu. © Bernard Rousseau

Présentes ou absentes, ces espèces portent témoignage des agressions subies par le milieu, qu'elles soient chimiques ou autres. Ces analyses biologiques pourront donc être confrontées aux

(1) Loi N° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution (JO du 18 décembre 1964), qui crée, par l'article 14, les agences de l'eau, au statut d'établissement public doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière. (2) Dans ce domaine les paramètres les plus utilisés caractérisant la pollution sont aujourd'hui : les MES, la DCO, la DBO5, la DCO, l'Azote réduit, l'Azote oxydé, le Phosphore total, les Métox, la Toxicité aiguë, les composés halogénés, les sels dissouts, etc. (3) Adoptée par l'Union européenne en 2000, la DCE a été transposée en droit français en avril 2004. Elle fixe aux Etats membres une méthode de travail et des objectifs à atteindre pour l'année 2015 ou au-delà, selon les difficultés rencontrées pour résoudre les problèmes identifiés.

DCE : la révolution biologique et le " très bon état "

analyses chimiques, l'ensemble permettant de faire de meilleurs diagnostics de l'état des milieux. Cette démarche novatrice est une révolution administrative et politique qui est en marche dans ce domaine. Cette révolution nécessite une forte évolution des référents culturels des acteurs de l'eau : ils doivent passer d'une préoccupation de fourniture d'eau potable d'utilité immédiate, à une vision biologique de long terme, dont l'objet est la protection et la rénovation des milieux, ceux-ci devant entretenir une eau brute de la meilleure qualité possible.

Morphologie et impacts sur la biodiversité

S'il est connu que la vie dans les eaux superficielles est fortement influencée par la présence de polluants chimiques, il est souvent ignoré qu'elle dépend fortement du milieu physique dans lequel elle se développe(5). En effet, le lit d'une rivière est modelé par des éléments de nature différente qui interagissent entre eux : la pente générale du cours, l'ampleur et la répartition temporelle des précipitations, la puissance et la fréquence des crues, l'amplitude et le rythme d'alternance des basses et des hautes eaux, la présence de seuils rocheux, la nature des sols du bassin versant et leur végétation, et bien d'autres éléments encore. Dans les secteurs de montagnes et de collines, où la pente générale est notable, c'est l'alternance pools-radiers(6) qui domine ; que l'on passe en plaine, que la pente générale se réduise, et l'alternance pools-radiers est remplacée par le méandrage : une réponse des fleuves et des rivières à l'apport d'énergie transportée par l'eau.

Les eaux profondes des pools sont favorables à la protection des gros poissons : les grosses truites s'y dissimulent pendant une bonne partie de l'année. Elles trouvent sur place, et sans trop se fatiguer, une abondante nourriture car les courants lents des pools permettent la sédimentation des matières fines, ce qui est favorable au développement de nombreuses cohortes d'insectes aquatiques fouisseurs. Ces truites, mais aussi d'autres espèces, devront toutefois quitter ces pools pendant quelques temps pour rejoindre les radiers et y accomplir leur cycle reproductif. Ces poissons, comme beaucoup d'autres, sont des migrateurs à migrations partielles.



Larve de Trichoptère dans son fourreau.
© Bernard Rousseau

En plaines ou en plateaux, les rivières font des méandres. Dans les courbes, à l'intérieur des virages, l'eau circule lentement, et génère des zones de hauts fonds vaseux, plutôt favorables aux espèces d'eau stagnante. A l'extérieur, la circulation est plus rapide, c'est la zone des bas

fonds caillouteux, favorables aux espèces d'eau courante. D'eau stagnante ou courante, chaque espèce fait des incursions en milieu inhabituel, d'où la richesse supérieure d'un milieu physique diversifié qui permet l'installation d'une plus grande diversité biologique. Par exemple, quand les méandres sont recoupés par la rivière et qu'ils se déconnectent du lit principal, ils forment de magnifiques zones humides à forte biodiversité, indispensables à la reproduction du brochet, lui aussi migrateur partiel. Ces exemples de liaison entre milieux physiques et espèces, sont forcément limités.

La complexité réelle du monde aquatique va bien au-delà de cette description, chaque espèce ayant ses propres exigences vitales, combinées avec celles des autres dans des relations de prédateurs, ou de coopérations distantes. Tout aménagement qui introduit une rupture dans ces interrelations a des effets négatifs pour de très nombreuses espèces.

Les deux calamités des cours d'eau : aménagement hydroagricole et barrages

Généralisé, l'aménagement hydroagricole est une catastrophe institutionnalisée que finance la puissance publique. La rectification des petits cours d'eau, l'abaissement du fond, la taille des berges, le comblement des méandres, l'assèchement des zones humides, le drainage des prairies alluviales, le profilage des fossés, ont pour conséquence la perte de diversité du lit, qui se paie par l'effondrement biologique du milieu.

En dehors de toute perturbation, les différentes formes de vie sont modelées par ces éléments, et par les relations qu'elles entretiennent entre elles. Les eaux courantes fraîches et oxygénées, au substrat caillouteux, sont propices par exemple au développement de la truite sauvage, dont la présence de spécimens de tout âge est un bon indicateur de l'état de ce type de milieu. Chaque radier est un lieu de reproduction particulièrement favorable pour cette espèce. En ces lieux, chaque caillou abrite une cohorte d'insectes aquatiques aux corps aplatis et aux pattes musclées, ce qui leur permet de s'agripper et de se déplacer dans des courants violents et tourbillonnants. A tous les stades de développement, ces insectes représentent

une importante source de nourriture pour de nombreuses espèces aquatiques ou aériennes.

Le cincle plongeur, oiseau de la taille d'un merle, n'hésite pas à voler sous l'eau autour des rochers pour picorer les larves. C'est un grand spécialiste de la pêche sous marine : comment fait-il pour manger sous l'eau sans se noyer ? Grande question pour le néophyte qui, pour s'imprégner du darwinisme, pourra toujours observer le comportement des larves d'éphémères jouant à cache-cache avec de grosses truites aux sens aiguisés, toujours immobiles, mais au coup de queue fatal... sauf quand la fatalité change de camp et prend la forme d'un prédateur d'ordre supérieur.



Le Dhuy (45). © Bernard Rousseau

(4) Le milieu aquatique forme un réacteur biologique : à la base, le phytoplancton qui convertit l'énergie lumineuse en matière organique, un cran au dessus, le zooplancton, puis les insectes aquatiques suivis des poissons... et aussi les végétaux enracinés, les macrophytes, etc. C'est à partir de cet ensemble que sont constitués les indicateurs biologiques qui permettent de déterminer l'état d'un milieu. (5) De la consultation du public de 2008, il ressort que les thèmes «poissons migrateurs» et «milieux physiques naturels» arrivent dans les dernières préoccupations. Pourquoi le grand public ne trouve-t-il pas que ces thèmes soient importants ? (6) Pool ou mouille : zone de surcreusement d'un cours d'eau où l'eau s'écoule plus lentement. Radier : zone peu profonde du cours d'eau, où l'eau s'écoule rapidement.

DCE : la révolution biologique et le " très bon état "

Une autre calamité est la génération quasi spontanée des barrages sur les cours d'eau. Ils sont de toute époque et de toute taille. Un projet n'est jamais complètement abandonné, il peut toujours renaître de ses cendres : Charlas en Haute-Garonne, la Trézence en Charentes, le barrage sur l'Auzance en Vendée sont des exemples emblématiques... Car des parrains très intéressés veillent et attendent leur heure. Les barrages sont comme les « ronds points » des routes : ils se multiplient comme des petits pains, seul l'argument de vente change !

Tous usages confondus, ils sont environ 50 000 sur les cours d'eau français. Deux catégories sont repérées : ceux qui ont un usage économique avéré, et ceux qui témoignent du passé. Tous pénalisent les eaux courantes : par les retenues qu'ils créent, ils détruisent les secteurs de frayères, bloquent la circulation des sédiments, concentrent les pollutions, polluent les rivières lors des vidanges, favorisent l'eutrophisation des eaux, et en plus, pour ceux qui font de l'électricité, modulent les débits... une atteinte supplémentaire aux zones de frayères !

Interruption de la continuité : un exemple à Navarrenx

La grande tare des barrages, repérée par la DCE, est l'interruption de la continuité écologique des cours d'eau. Pour vivre et se reproduire, les espèces doivent pouvoir migrer. La plus populaire est le saumon : il se reproduit en rivière, vit en mer, parcourt les rivières en sautant les obstacles avec dynamisme et élégance... mais ceci n'est qu'une légende, car dans la réalité, la migration de barrage en barrage, même équipés de « passes à poissons »⁽⁷⁾ s'apparente plus à la retraite de Russie qu'à une flânerie en eau douce. Ce que l'on sait moins, c'est qu'un barrage et sa passe à poissons peuvent représenter un dispositif mortel pour de nombreuses espèces piégées dans ces systèmes artificiels, bien éloignés de ce que la nature façonne : en voici un exemple édifiant.

Dans les Pyrénées-Atlantiques, à Navarrenx, un barrage coupe le gave d'Oloron. En rive droite, une micro-centrale hydroélectrique est toujours active. En période d'étiage, elle turbine une grande partie de l'eau du gave, le reste servant à alimenter la passe à poissons. Au mois de juillet 2008, il était possible d'observer à la sortie de cette passe, donc à l'aval au pied du barrage,



Barrage de Navarrenx (64). © Bernard Rousseau

un groupe de vairons piégés entre le courant de sortie de la passe et le rivage.

Ils étaient probablement arrivés là après avoir été aspirés, en visitant l'entrée de la passe, à l'amont. Leur présence n'avait pas échappé longtemps à quelques gros chevesnes qui, dans des actions collectives de chasse, repoussaient la petite bande contre la rive... Ne répugnant pas à nager dans quelques centimètres d'eau entre les cailloux, les chevesnes créaient la panique dans la petite bande de vairons qui, affolés, jaillissaient hors de l'eau pour retomber groggy sur le sable, devenant ainsi des proies faciles à avaler. Cette scène s'est reproduite pendant des journées entières, car visiblement le stock

de vairons était régulièrement alimenté par l'amont.

Cette chasse collective faisait inmanquablement penser à celle des orques. Qu'aurait pensé Darwin devant ce spectacle ? Que l'enfer est pavé de bonnes intentions car cette passe, faite pour permettre le passage des saumons, pouvait aussi devenir un piège pour les juvéniles en dévalaison vers la mer. Voilà donc une forte raison pour ne pas multiplier les barrages dont la performance des passes à poissons reste aléatoire.

Mais l'histoire ne s'arrête pas là. Au nom du développement durable, et d'une hypothétique lutte contre l'effet de serre, sur le barrage de Navarrenx, la construction d'une deuxième centrale hydroélectrique vient d'être lancée, en rive gauche cette fois-ci ! On pourra turbiner plus d'eau et donc fabriquer plus d'électricité, que EDF se fera un devoir - c'est la loi - de racheter au prix fort. Comme il est de bonne gouvernance aujourd'hui, l'opération a été présentée comme un compromis « gagnant-gagnant » car, à cette occasion, une nouvelle passe à poissons sera construite... avec cette promesse : **elle sera performante**. Mais les promesses n'engagent que ceux qui y croient... car il faudra attendre le retour d'expérience pour savoir si la performance promise est au rendez-vous.



Attaque des vairons par un chevesne.
© Bernard Rousseau

(7) En règle générale, une passe à poissons prend la forme d'un escalier d'eau où chaque marche est munie d'un déflecteur permettant de former des zones de repos. L'escalier part avec une pente modérée du bas de l'ouvrage jusqu'à son sommet. Ainsi, un migrateur arrivant de l'aval et ayant fait le choix de pénétrer dans la passe à poissons, pourra de sauts en sauts franchir l'obstacle pour continuer sa migration... jusqu'au prochain barrage ! Une passe à poisson ne laisse jamais passer tous les saumons qui se présentent,

DCE : la révolution biologique et le " très bon état "

Sur une rivière à migrateurs, mieux valoriser un site énergétique est une idée qui se défend, mais à condition que la compensation soit bien réelle et qu'il soit démontré, avant tous travaux, que le nouveau dispositif sera bénéfique pour la rivière.

Le problème des barrages sans utilité économique

Ils sont très nombreux, représentant plus de 90% du total des ouvrages qui barrent les rivières. Il est permis de penser qu'étant sans utilité économique, l'effacement de bon nombre d'entre eux devrait permettre la reconquête de la continuité écologique. Souvent privés, ces ouvrages font partie intégrante du paysage, et envisager de les supprimer entraîne souvent de fortes oppositions de certains riverains ou utilisateurs de la rivière. Au projet européen de restauration du patrimoine naturel s'oppose la volonté de conservation du patrimoine historique,

même quand celui-ci devient dangereux, et risque de partir avec la prochaine grande crue... Car un barrage sans usage est rarement entretenu : l'entretien dans l'eau coûte cher !

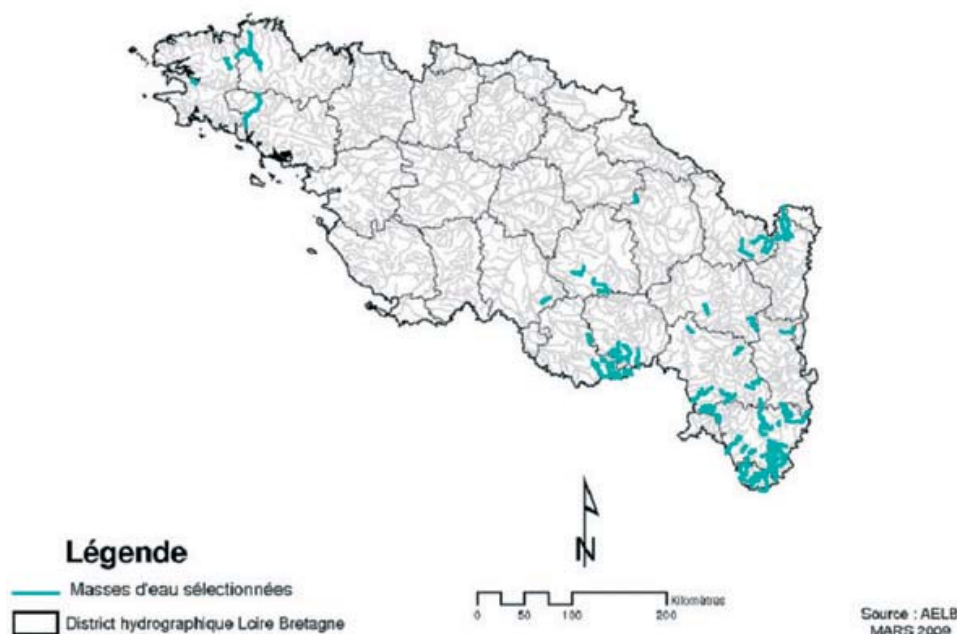
Cette situation très courante correspond à ce que l'on peut par exemple observer sur le Loir à Fréteval (41) où, à la suite d'un coup d'eau, le seuil d'un petit barrage a été emporté. A l'amont, la rivière est redevenue courante et réoccupe son lit, le niveau de l'eau s'est abaissé et laisse apparaître divers aménagements hétéroclites sur les berges. Les riverains utilisateurs de la rivière à l'amont, principalement pour la pêche, voudraient que le barrage soit reconstruit, mais le propriétaire du barrage, qui devrait payer, n'y est pas favorable. Cette reconstruction serait en contradiction avec les exigences de la DCE. Mais il convient de rester vigilant car, au nom de la défense du patrimoine bâti, une collectivité publique, dans une orientation saugrenue, pourrait envisager d'apporter son concours financier.



Rivière courante après écroulement du barrage de Fréteval (41). © Raphaël Chaussis

MASSSES D'EAU EN TRES BON ETAT

Proposition au 01/03/2009



Carte du très bon état des masses d'eau superficielles en Loire-Bretagne.

En utilisant tous les critères, chimiques et biologiques, la DCE permet de déterminer la qualité des différents tronçons de rivières, des lacs et des nappes, ce sont les masses d'eau. Dans la terminologie de la directive, elles peuvent être en très bon état, ou en bon état. Actuellement de nombreuses masses d'eau sont en mauvais état, mais la Directive fixe des objectifs de bon état pour 2015. La France, à la suite du Grenelle de l'environnement, a porté à 66% le nombre de masses d'eau superficielles devant atteindre le « bon état ». Pour ce faire, les SDAGE(8) et leurs programmes de mesures, qu'il faudra financer, doivent permettre d'atteindre cet objectif. Il faudra éliminer ou réduire fortement les pollutions, et aussi permettre la continuité écologique et le reste. L'effort sera important, car d'où partons-nous ? D'une situation fort dégradée ! La carte des masses d'eau actuellement en « très bon état » du bassin Loire-Bretagne en est l'illustration ; tout en n'oubliant pas que ce « très bon état » est certainement éloigné de l'état des rivières que nous connaissons il y a un demi siècle. Pas étonnant que le coût de l'atteinte du bon état soit élevé, sauf si l'on compare avec les routes autoroutes et ronds points, qui coûtent une fortune.

Bernard ROUSSEAU
Responsable des politiques Eau
France Nature Environnement

et au bout de quelques ouvrages, la population des migrateurs est fortement réduite. Pour des espèces comme l'aloise, la lamproie, l'anguille, ou d'autres encore n'ayant pas la puissance de nage du saumon, la disparition peut être complète. (8) SDAGE : Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau. Au nombre de 6 en France métropolitaine, ils sont actuellement en cours de révision.

Eau potable en Vendée : deux options, mais à quand les économies ?

En Vendée, l'eau est très convoitée. Deux gros consommateurs, dont les prélèvements se concentrent sur la période estivale, sont pointés du doigt : le tourisme, en perpétuel accroissement, et l'agriculture intensive, avec la monoculture du maïs. Le syndicat Vendée Eau estime qu'il manquera de 5 à 8 millions de m³ d'eau en 2015, surtout pour la frange littorale. En prévision, un barrage de plus est envisagé sur la seule rivière préservée de Vendée : l'Auzance⁽¹⁾. Sous couvert d'assurer l'approvisionnement en eau, ce projet semble, si l'on ose dire, couler de source : on ne remet pas en cause le modèle de développement.

un projet de barrage controversé

L'option barrage s'inscrit dans le cadre du SAGE « Auzance, Vertonne et côtiers vendéens » ; quelques formalités à remplir, et, pense-t-on, le barrage sera chose faite. On anticipe : achat des terrains, études préalables...

Mais en 2008, le scénario « avec retenue » appelle de sévères observations :

- pour la Direction Régionale de l'Environnement (DIREN), « le projet de barrage sur l'Auzance n'est pas conforme à la DCE⁽²⁾, dans la mesure où une alternative (conduite à partir de la Loire) existe, et qu'elle constitue une option environnementale meilleure sans coût disproportionné » ;
- l'ONEMA, quant à lui, rappelle que ce scénario « doit être analysé conjointement au scénario de la conduite d'eau de la Loire afin de comparer les coûts environnementaux ».

D'où la révolte des tenants du barrage : articles de presse, motions signées par tous les conseils municipaux, démarches au plus haut niveau... L'alternative présentée alors à la population est simple, voire simpliste : soit le barrage, peu cher, prêt à construire, soit le transfert à partir de la Loire, très cher, très loin d'être prêt à utiliser.

Pour les associations⁽³⁾, ce 14^{ème} barrage vendéen est à proscrire : il empêcherait l'atteinte du bon état écologique de la dernière rivière libre du département ; et en aval, il menacerait l'équilibre des habitats et des espèces des marais d'Olonne, d'importance nationale classé en zone Natura 2000. En cause, par exemple : la migration des anguilles.

A l'important impact environnemental de cet ouvrage s'ajoute une incertitude : pas sûr qu'il retiendra les 8 millions de m³ prévus, car les assècs de l'Auzance, de débit faible, sont fréquents. Le doute est si réel qu'on a déjà prévu de relier cet ouvrage au barrage le plus proche, celui du Jaunay, pour conjurer le pire.

Que penser alors de la connexion avec la Loire ?

Elle existe déjà puisque la Vendée importe de l'eau de Loire-Atlantique pour alimenter un autre barrage, la Bultière, au nord-est du département ; et d'autres transferts de Loire ont lieu au bénéfice du Marais breton vendéen.

Certes, la Loire est en capacité de fournir ces apports, et même d'autres ; mais pour autant faut-il la considérer comme un recours permanent ? Sûrement pas s'il s'agit d'alimenter un développement irraisonné ! Car s'il faut choisir, c'est entre l'augmentation continue du parc immobilier et le respect de la capacité d'accueil ; c'est entre le laisser-aller et la mise en œuvre d'un programme sérieux d'économies d'eau, incluant cultures peu gourmandes en eau, développement de l'agriculture biologique, et efforts de tous, y compris des collectivités qui se doivent de montrer l'exemple.

Par ailleurs, il existe en Vendée des eaux souterraines exploitables, mais certaines sont surexploitées pour l'irrigation ; dans le socle, la recherche ne fait que commencer... Mais ceci ne saurait dispenser de prendre le problème sous le seul angle qui vaille : celui d'une ressource limitée ; nouveaux apports et stockages ne font que repousser l'échéance.

Le poids du coût environnemental dans la décision finale...

Le Préfet de Bassin va devoir prendre une décision, après avoir comparé les deux termes de l'alternative : quelle est la meilleure option environnementale, et à quel coût ?

Pour les associations, la solution du transfert, si elle ne peut être absolument satisfaisante, est la moins mauvaise des deux. Car, si le coût



L'Auzance en amont de l'éventuel barrage
© Anne-Marie Grimaud

environnemental du barrage est énorme, estimé en moyenne à près de 40 millions d'euros, celui du transfert n'atteint pas les 7 millions⁽⁴⁾... En intégrant ce coût, la différence d'investissement entre les deux options n'est plus que de 4%, pour une facture globale de l'ordre de 120 millions d'euros.

S'il est vérifié que l'interconnexion est indispensable, elle peut être envisagée, mais sans pour autant donner à croire qu'un droit de tirage illimité s'en suivra. A l'heure du Grenelle de l'environnement et de la révision des SDAGE⁽⁵⁾, l'urgence est dans la prise de conscience de chacun, en conformité avec les directives européennes : la ressource en eau n'est pas inépuisable.

Anne-Marie GRIMAUD
Coorlit 85

Yves LEPAGE
Pays de la Loire Nature Environnement

(1) Ce barrage de 8 millions de m³ serait le 14^{ème} du département de la Vendée ! (2) DCE : Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau. (3) APNO (Association pour la Protection de la Nature au Pays des Olonnes), COORLIT 85 (Coordination des associations environnementales du littoral vendéen), PLNE (Pays de Loire Nature Environnement). (4) Evaluation réalisée par Vendée Eau. (5) SDAGE : Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux. Ils seront révisés d'ici la fin de l'année 2009 et pour 6 six ans.